ACADÉMIE
DE NICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux
de l'Education nationale des Alpes-Maritimes

Demande de maintien des droits à l'avancement
au titre d'une activité professionnelle exercée pendant une période de disponibilité
débutée au plus tôt le 1er janvier 2020
Décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié

A retourner à la DSDEN des Alpes-Maritimes, bureau de la DIPE II : ia06-dipe2@ac-nice.fr

A renvoyer accompagné des pièces justificatives au moment de la réintégration ou au plus tard dans le mois suivant la réintégration.

Je soussigné(e) : Nom d'usage.....Prénom.....

Adresse.....

Téléphone.....Adresse électronique.....@.....

Placé(e) en disponibilité pour (*indiquer le motif*) :.....

depuis le (*indiquer la date d'effet figurant sur le dernier arrêté*) :...../...../ 202.....

Sollicite la prise en compte, pour mes droits à l'avancement, d'une activité professionnelle sur la période

du ----------au ----------

Liste des pièces justificatives dans chaque situation :

Activité salariée	Activité indépendante	Création ou reprise d'une entreprise
Copie de l'ensemble des bulletins de salaires **Et** Copie du/des contrats de travail	**1)** un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois **ou** un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois **ou** une copie de la déclaration d'activité auprès de l'URSSAF **Et** **2)** tout élément comptable certifié attestant de la capacité de l'entreprise à procurer au fonctionnaire un revenu supérieur ou égal au revenu minimal fixé par décret.	Un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois **ou** un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois **ou** une copie de la déclaration d'activité auprès de l'URSSAF.

Date et signature de l'intéressé(e) :